

La lettre de Mouvement Communiste

numéro 5

novembre 2002

1 euro

PALESTINE : DEUX ETATS CONTRE LE PROLETARIAT

Les milliers de morts, de blessés, de torturés et d'emprisonnés ne représentent que le sommet de la montagne de souffrances dont pâtissent les prolétaires palestiniens et israéliens, opposés par un conflit sans fin qui ne leur appartient guère. Cet affrontement âpre, à la double dimension de guerre entre deux Etats bourgeois et de guerre civile entre deux peuples, est lui-même l'otage et le prétexte de toutes les toiles économiques, politiques, diplomatiques et militaires que les impérialismes grands et petits tissent dans la région depuis la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui encore, au nom de la cause palestinienne, les fous de Dieu d'Occident et d'Orient portent le fer partout dans le Moyen-Orient, dans les pays caucasiens, jusqu'à l'Extrême-Orient. Les coalitions impérialistes internationales se font et se défont au nom de la résolution – jamais véritablement recherchée, toujours appelée de vive voix – de ladite question. Aux dires des futurs belligérants, la prochaine guerre d'Irak se fera aussi en son nom. Mais qu'en est-il et, surtout, que signifie pour le prolétariat de la région et plus largement pour la classe ouvrière mondiale la nouvelle guerre israélo-palestinienne ?

Avant d'envisager la situation actuelle sous tous ces aspects et d'essayer d'apercevoir les possibilités éventuelles de surgissement prolétarien, il est nécessaire de revenir sur l'histoire récente depuis la première Intifada.

UN PEU D'HISTOIRE RECENTE

La faillite annoncée des accords d'Oslo

Les accords d'Oslo, il est nécessaire de le rappeler, furent signés, en 1993, après la guerre d'Irak, dans un contexte de triomphe américain et de son allié Israël alors que l'OLP était aux abois. Ils mettaient en place, pour une période intérimaire de cinq ans, une Autorité palestinienne dont la juridiction devait couvrir la Cisjordanie et la bande de Gaza. La solution des problèmes les plus épineux, notamment ceux des réfugiés, de Jérusalem et des colonies était reportée aux négociations finales.

Deux ans après le début de la période transitoire, c'est-à-dire le 4 mai 1996, devaient commencer les discussions sur le statut définitif de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem. Or dès le début, le gouvernement travailliste regimbe et freine des quatre fers pour gagner du temps afin de créer un rapport de forces irréversible et mettre l'Autorité palestinienne devant le fait accompli.

Pour commencer, certains engagements n'ont pas été tenus, comme la construction d'un passage sûr entre la Cisjordanie et Gaza, la libération des prisonniers politiques palestiniens et le règlement de la revendication du droit au retour des personnes déplacées en 1967. Aucun mécanisme d'arbitrage n'avait été prévu en cas de violation des accords conclus par une des parties, la fée américaine finissant toujours par se rallier aux positions du gouvernement travailliste.

Ainsi, celui-ci a continué de poursuivre allègrement la politique de colonisation, suivie ensuite par la droite emmenée par Benjamin Netanyahu, après son arrivée au pouvoir en mai 1996. Entre 1993 et 1998, le nombre de colons en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est passé de 110 000 à 169 000. Ces colonies relèvent bien évidemment de la responsabilité de l'Etat israélien. Elles sont toutes situées en zone C, telle que la définissent les accords d'Oslo 2, du 28 septembre 1995, qui divisent la Cisjordanie en trois zones A, B et C. La zone C est sous le contrôle total, administratif et militaire, d'Israël. Elle couvre environ 60 % du territoire et comprend la totalité de la population israélienne de Cisjordanie et 10 % de la population palestinienne.

L'immense majorité des points d'eau se trouve en zone C. Dès 1967, l'eau des territoires occupés a été placée par Israël sous contrôle militaire et les résidents arabes se sont vus interdire de creuser de nouveaux puits, tandis que les colonies juives en foraient sans restriction. Selon la Banque mondiale, 90 % de l'eau de la Cisjordanie est utilisée au profit d'Israël, les Palestiniens ne disposant que des 10 % restants.

Selon plusieurs sources officielles, le 'grand pacifiste' Itzhak Rabin – adoptant le point de vue de l'armée quant aux concessions territoriales compatibles avec la sécurité du pays et la protection des implantations - n'était pas prêt, à l'issue de la période intérimaire, à céder à l'Autorité palestinienne plus de la moitié de la Cisjordanie.

Ainsi, à l'issue de la période d'autonomie, l'Autorité ne contrôle effectivement (militairement et administrativement) que 10 % de la Cisjordanie et les deux tiers de Gaza. Pour le gouvernement israélien, les avantages de ce processus de paix sont impressionnants. En effet, il n'a plus pour l'essentiel à assurer la sécurité dans les zones palestiniennes, ce sont les flics d'Arafat qui s'en chargent. Il s'est débarrassé d'une grande partie du poids financier de l'occupation puisque la communauté internationale, par une injection massive de capitaux, permet aux Palestiniens de survivre et à la clique d'Arafat de s'engraisser. Il a pu continuer la colonisation des zones stratégiques de la Cisjordanie et la « judaïsation » de Jérusalem-Est.

D'Oslo 2 à Camp David

Le sommet de Camp David qui s'est tenu du 11 au 25 juillet 2000, devait permettre d'aborder les points les plus importants du contentieux israélo-palestinien : sort des réfugiés, statut de Jérusalem, avenir des colonies, délimitation des frontières. En application de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Autorité palestinienne demandait le retour sous sa souveraineté de toute la partie arabe de Jérusalem-Est occupée en 1967, laissant toutefois en Israël le quartier juif intra-muros ainsi que le mur des lamentations.

Le gouvernement israélien, pour sa part, ne veut accorder la souveraineté à l'Autorité palestinienne que sur les quartiers et villages périphériques ainsi qu'une sorte d'autonomie dans les quartiers musulmans et chrétiens de la vieille ville et les secteurs en dehors des murs. L'Autorité aurait pu y installer la capitale de son Etat.

De plus, Israël a proposé la restitution de plus de 90 % de la Cisjordanie, le reste – qui comprend l'essentiel des colonies – étant annexé. Les concessions territoriales proposées par le président du conseil travailliste Ehud Barak correspondent à une version réduite de ces 22 % du pays qui avait été laissé aux Palestiniens après la guerre de 1948-1949.

Quant aux réfugiés, produits de la politique sioniste d'épuration ethnique de 1948 qui a vidé la Palestine mandataire de près de la moitié de sa population arabe, Israël proposait l'absorption sur dix ans de 5 000 à 10 000 réfugiés et refusait toute notion de droit au retour (résolution 194 des Nations Unies), ainsi que toute reconnaissance de sa responsabilité historique dans la création du problème des réfugiés.

Pour Israël, il n'est pas question de voir revenir sur son sol les réfugiés palestiniens issus de territoires compris dans ses frontières d'avant 1967. La faillite de cette ultime tentative américaine de désamorcer la plus dangereuse bombe géostratégique proche-orientale relève, à parts égales, des deux Etats directement concernés.

Les quelques entretiens informels et sommets qui ont suivi Camp David (dont notamment ceux de Charm el-Cheikh, le 17 octobre 2000, et de Taba, à la fin janvier 2001) n'apporteront aucun élément supplémentaire. Quelques jours avant les élections israéliennes du 6 février 2001, tout contact officiel entre les deux Etats est interrompu.

Dès lors, du côté palestinien, il devenait chaque jour plus évident que les concessions de l'OLP à Israël, n'apportaient rien de concret à la grande majorité de la population de Cisjordanie et de Gaza. Pire, la situation matérielle de celle-ci empirait malgré les promesses mirobolantes faites au moment de la signature des accords d'Oslo, d'ouvrir une ère de paix et de prospérité pour les habitants de la région.

Par conséquent, force est de constater que sept ans après le démarrage de ces fameux accords, à l'exception de la minorité corrompue qui vit du clientélisme du Fatah et de la redistribution qu'il opère des subsides de l'aide internationale, pour l'immense majorité l'autonomie rime avec poursuite de la colonisation, augmentation du chômage et aggravation de la répression.

RÔLE CENTRAL DE LA DIMENSION ECONOMIQUE DU CONFLIT

Israël : le spectre de la crise refait surface

Selon le dernier rapport de la banque centrale du pays, en 2001, Israël a connu la première récession de son histoire (-0,6 % du PIB). Il en irait de même cette année (-1 %) et l'an prochain (les prévisions tournent autour d'une nouvelle baisse de 1 %). La dernière crise cyclique aux Etats-Unis qui a considérablement rétréci les marchés à l'exportation des TIC (technologies de l'information et de la communication) israéliennes et la guerre menée en Cisjordanie et à Gaza ont reconduit l'économie israélienne au bord de l'abîme. Il faut savoir que la moitié du PIB d'Israël est généré par les exportations et notamment par les exportations de marchandises classées de haute technologie. Les indicateurs annoncent une crise majeure. La production industrielle est en forte chute depuis 2001 (-4 % sur les huit premiers mois de l'année), alors même que les prix devraient grimper de l'ordre de 6 à 8 % en 2002 (à comparer avec l'augmentation de 1,4% en 2001).

Si l'on exclut le secteur nationalisé alimenté par les dépenses publiques, le PIB a baissé de 2,4 % en 2001 et devrait baisser de 2,9 % en 2002, selon la banque Leumi. Le chiffre d'affaires du tourisme a plongé de 50 % en 2001 (la première baisse depuis 1953) et devrait encore perdre 80 % en 2002, ôtant ainsi 1,5 à 2 points au PIB. Les exportations devraient se replier de 5 % en 2002 après un recul de 11,7 % en 2001. Le déficit commercial qui était de 1,9 milliard de dollars en 2001 bondira à 3,5 milliards en 2002.

Le chômage atteint déjà 10,6 %, un niveau jamais touché. Selon les estimations de la Banque d'Israël, il pourrait atteindre un taux de 12 à 13% en 2003. Une étude basée sur les petites annonces indique que les offres d'emploi avaient diminué de 30 % au troisième trimestre 2002, par rapport à la même période de l'année précédente. Une personne sur cinq, soit 1,17 million de personnes, et un enfant sur quatre vivaient l'an dernier sous le seuil de pauvreté en Israël, selon un rapport officiel de l'Office des assurances sociales publié le 4 novembre 2002. Le seuil de pauvreté est fixé à 2.768 shekels (environ 550 dollars) par mois pour un couple sans enfant. Le nombre d'Israéliens vivant sous le seuil de pauvreté a ainsi augmenté en 2001 de 81.000 personnes. Il ressort également que le fossé entre pauvres et riches, déjà très élevé en Israël, s'est encore creusé en 2001. Les revenus de 30 % les plus pauvres de la population ne représentaient plus que 3,5 % du revenu global du pays en 2001, contre 4,5 % l'année précédente. En revanche, les revenus des 20 % les plus riches de la population représentaient 54% du revenu global du pays. La pauvreté frappe particulièrement la minorité arabe (18% de la population) et les habitants des villes nouvelles, dites de « développement », qui accueillent les nouveaux immigrants.

La devise nationale est attaquée sur les marchés monétaires internationaux, de telle sorte qu'elle s'est dépréciée de plus de 16% depuis l'an 2000. Les cours de bourse ont chuté de près d'un tiers depuis le 1^{er} janvier 2002. Les investissements financiers étrangers ont fondu. Alors qu'au premier trimestre 2000, leur solde net était positif de 3,3 milliards de dollars, depuis la mi-2001, on est passé à des soldes nets négatifs de 300 millions de dollars.

La crise se traduit par des recettes fiscales moindres pour l'Etat et une dette publique orientée à la hausse qui entraîne une menace bien réelle de renchérissement des taux d'intérêt des emprunts d'Etat sur les marchés internationaux du crédit. A hauteur de 100% du PIB en 2001, la dette de l'Etat est actuellement en phase ascensionnelle (103% du PIB à la mi-2002), notamment en raison des dépenses militaires liées à la seconde Intifada. Le budget militaire - 9 milliards de dollars par an, soit 17% de la totalité des dépenses publiques - a augmenté de 1,5 milliard depuis le début des affrontements.

Environ 25 000 réservistes ont été rappelés, ce qui coûte directement à l'Etat environ 120 millions de dollars par mois. Selon le chef de la recherche de la Banque d'Israël, le coût total pour l'économie des quinze premiers mois de l'Intifada a été de 2,5 milliards de dollars.

Autre cause majeure du déficit récurrent des finances publiques (0,6 % du PIB en 2000 ; 4,5 % en 2001), les partis religieux ont extorqué, en échange de leur appui aux coalitions gouvernementales successives, une dîme grandissante versée à leur clientèle. Le financement de 221 000 étudiants en religion recevant chacun 150 dollars mensuels coûte à l'Etat plus de 400 millions de dollars par an. Du fait de leur existence et de leur développement numérique, le taux d'emploi des adultes entre 25 et 54 ans, de 93,5 % en 1970 est passé à 85,7% en 1993. Dans les autres pays industrialisés ce taux est d'environ 94 %.

Ces grandes sources chroniques de dépenses publiques placent l'Etat israélien en position de quémandeur permanent. Ce dernier reçoit environ 6 milliards de dollars d'aides extérieures diverses (Etats Unis, contributions de la diaspora et réparations allemandes) par an. En 2002, l'aide des Etats Unis se décompose ainsi : 720 millions de dollars de soutien économique et 2 milliards d'assistance en matière de défense.

La mauvaise situation des caisses de l'Etat a imposé, en mai 2002, au gouvernement Sharon l'adoption d'un premier plan d'austérité comprenant la baisse de 2,5 % des dépenses publiques, un point de plus pour la TVA assorti de l'augmentation de l'impôt sur le revenu, la diminution de 4% des allocations familiales (et de 24 % pour ceux dont les parents n'ont pas servi dans l'armée, c'est à dire les Arabes israéliens et les religieux), le gel du salaire minimum, le durcissement des conditions d'accès à l'assurance chômage et enfin la réduction de 5 % du salaire des élus.

Une crise aux traits familiaux

La crise actuelle n'est pas sans rappeler celle de 1984. A cette époque, le taux d'inflation passe à trois chiffres et la dette extérieure atteint 23 milliards de dollars. En même temps, les entreprises d'Etat ou du syndicat unique, la Histadrut, (40 % des travailleurs du pays y sont employés) appliquent encore les critères de gestion du « socialisme réel » à la sauce russe. La productivité du travail demeure insuffisante car les investissements productifs se raréfient progressivement. En effet, les recettes fiscales sont utilisées en priorité pour financer l'armée, la dette et le système de protection sociale.

Face à la crise économique aggravée par la gestion du Likoud – essentiellement intéressé au maintien de son contrôle sur l'appareil d'Etat –, les mesures adoptées sont alors draconiennes. Le nouveau gouvernement d'unité nationale lance un rude plan d'austérité : réduction des subventions aux produits de base et agricoles, dévaluation, baisse des salaires réels, gel des prix et taux d'intérêt élevés. L'armée se retire du Liban et les Etats-Unis rajoutent 1,5 milliard de dollars aux 3 milliards habituels de versements annuels. Les grosses entreprises appartenant à l'Etat sont démantelées, restructurées ou privatisées.

De 1985 à 1996, un développement rapide

Sur ces nouvelles bases la production industrielle s'envole entre 1985 et 1989. La croissance de la productivité du travail couplée aux effets des restructurations du secteur étatique se traduit par une augmentation significative du taux de chômage qui passe de 6 à 9 %. En cette période, la seule industrie exportatrice d'envergure est celle de l'armement qui représente un quart des ventes à l'étranger, loin devant les produits agricoles.

L'immigration massive en provenance de Russie puis l'ouverture de nouveaux marchés suite aux accords d'Oslo vont permettre une croissance du PIB de 6 %, soit 2,4 % par tête. Les investissements publics et privés atteignent un rythme proche des 15 % tandis que l'inflation tombe à 9 % en 1996. Malgré une croissance moyenne des exportations de plus de 7 %, le déficit commercial s'envole pour atteindre 5 % du PIB. En 1997, l'activité ralentit, la croissance annuelle du PIB tombé à 2 % et le chômage remonte de 6,3 à plus de 10 %. En même temps les exportations industrielles augmentent de 10 % dont un tiers pour les industries high-tech. Israël se classe juste derrière les Etats-Unis pour le nombre de « start-up » (nouvelles PME de high-tech).

Israël connaît ainsi une modification profonde de son tissu productif, abandonnant les industries à faible intensité capitalistique, dont l'alimentation, l'habillement, la chaussure, etc.. L'arrivée massive des Juifs de Russie qui forment une main d'œuvre hautement qualifiée ne fait qu'accroître le niveau moyen de formation des salariés du pays, déjà particulièrement élevé.

Il faut savoir que les dépenses de l'Etat pour l'éducation sont de 7 % du PIB, contre 5% aux Etats-Unis et 6,6% en Suède. Fort de ce précieux capital humain, Israël va miser sur le développement des secteurs d'activité économique les plus innovants. Des investissements en recherche et développement (R&D) particulièrement importants vont seconder cet effort. En 1990, quelque 60 % des revenus des exportations étaient issus de la vente de logiciels, d'équipements médicaux, d'énergie solaire, des technologies d'irrigation et de produits agrochimiques.

Le PIB augmentait de 6 % par an pour atteindre 74 milliards en 1994. Parallèlement, les dépenses militaires étaient redescendues à moins de 10 % du PIB. En 2000, 8 % des travailleurs du secteur privé employés dans les TIC, soit environ 150 000 personnes, assuraient le cinquième du chiffre d'affaires global du secteur privé. Entre 1990 et 2000, la croissance annuelle moyenne du chiffre d'affaires des TIC a été de l'ordre de 16 %, contre 6 % pour le reste de l'économie. Au cours de cette décennie, la production par salarié a augmenté de 6 % pour l'ensemble de l'économie israélienne, de 13 % pour le seul secteur privé et de 68 % pour les TIC. Principale ligne positive de la balance des paiements du pays, les TIC ont exporté pour 14 milliards de dollars (30 % du total des exports) et ont importé pour 7 milliards de dollars en 2000.

Dans la même période, Israël, profitant d'abord de l'existence d'une guerre civile au Liban, puis de l'occupation de ce dernier par la Syrie, va devenir la première place financière *offshore* (paradis fiscal) de la région et au delà. En conséquence de ces mutations, l'Etat et la bourgeoisie israéliens peuvent enfin s'émanciper complètement sur le plan économique de la contribution de la Cisjordanie et de Gaza. Et marginaliser par la même occasion les travailleurs d'origine arabe de nationalité israélienne.

A ce propos, il convient de rappeler que, dans les années 70, les territoires occupés étaient devenus le deuxième débouché pour les exportations israéliennes, après les Etats-Unis. En 1972, Israël exportait vers la Cisjordanie et Gaza trois fois plus de marchandises qu'il n'en importait.

Les Arabes ayant la nationalité israélienne étaient massivement employés dans les secteurs d'activité n'ayant pas de rapport avec la défense (construction, tourisme ou habillement). Les grandes entreprises textiles se sont transférées vers le nord du pays pour se rapprocher de la main d'œuvre arabe, principalement féminine (environ 15 % des jeunes femmes arabes israéliennes avaient un travail, et la moitié bossaient dans l'habillement).

Au milieu des années 70, les Arabes israéliens (descendants des 160 000 Palestiniens restés sur leurs terres après la création de l'Etat d'Israël en 1948, et qui représentent maintenant 19% de la population israélienne, soit plus d'un million de personnes sur une population totale de 6.592.000 habitants) et les Palestiniens des territoires occupés formaient près du quart de la main d'œuvre d'Israël ; ils occupaient la moitié des emplois dans la construction et dans les services particulièrement dans l'hôtellerie, les garages et le nettoyage. La participation de ces ouvriers à des grèves pendant la première Intifada scella leur sort. Ils payeront très cher leur refus de se soumettre. Les classes dominantes d'Israël opèrent alors une véritable inversion d'orientation stratégique vis-à-vis des prolétaires palestiniens de l'intérieur, et encore plus à l'égard de ceux des territoires occupés. Et ce, tant pour des raisons économiques que pour des considérations d'ordre politique. L'Etat et la bourgeoisie israéliens étaient enfin en mesure – grâce avant tout à l'évolution de la formation économique du pays – de se passer des services des Palestiniens, trop dangereux et pas assez qualifiés pour les secteurs économiques en pointe.

Au printemps 1993, Rabin peut ainsi imposer un blocus total des territoires occupés relativement indolore pour l'économie israélienne. Les travailleurs immigrés venus d'Asie, des pays de l'Est et d'Amérique Latine remplacent rapidement les prolétaires palestiniens. Aujourd'hui, Israël compte environ 300 000 travailleurs venant de Roumanie, Thaïlande, Philippines, Chine, Turquie, Amérique Latine, etc

Malgré cela, durant les cinq dernières années, environ 100 000 travailleurs palestiniens seraient tout de même parvenus à pénétrer illégalement en Israël. Les envois d'argent de ces clandestins sont absolument primordiales pour la survie de pans entiers de la population pauvre des territoires occupés. On ne peut pas en dire autant de celles des quelques milliers de Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie qui sont encore autorisés à aller travailler en Israël.

Palestine : une économie en voie de disparition

Depuis l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, l'économie de ces deux territoires s'est développée sur un mode de dépendance croissante à l'égard de celle d'Israël. Les entreprises ont été créées pour effectuer de la sous-traitance, notamment dans le secteur de l'habillement. Avant septembre 2000, Israël exportait 2,5 des 3,5 milliards des importations palestiniennes. Quelque 500 des 800 millions de dollars des exportations palestiniennes totales étaient à destination d'Israël.

Bon nombre de travailleurs palestiniens avaient trouvé un emploi en Israël. Selon Gil Bufman, chef économiste de la Banque Leumi, en 1991/1992, environ 200 000 travailleurs palestiniens étaient des immigrés légaux en Israël et probablement un chiffre équivalent était constitué par des immigrés illégaux. Dans les années 1990, environ 65 % des familles palestiniennes dépendaient du marché du travail israélien. Malgré ou avec cette dépendance la situation des travailleurs s'était lentement améliorée. Bien que nettement inférieures aux conditions de vie en Israël, celles des territoires occupés sont largement supérieures à celles des autres pays de la région.

Population palestinienne (en 2001)

Pays	TOTAL PALESTI NIENS	REFUGIES		% des réfugiés/Total réfugiés	% des réfugiés/ population du pays	Nombre de réfugiés
		Hors Camps	En Camp			
LIBAN	501 431	168 245	246 755	10	31	415 000
SYRIE	463 227	174 258	240 752	10	2,6	415 000
JORDANIE	2 560 267	1 351 767	391 233	42	33,69	1 743 000
CISJORDANIE	2 057 245	398 154	239 092	16	31	637 246
GAZA	1 167 359	392 595	548 296	22	80,6	940 891
ISRAEL	1 131 211	0	0	0	0	0
Autres pays arabes	588 638	0	0	0	0	0
Etats Unis et autres pays	486 319	0	0	0	0	0
TOTAL	8 955 697	2 485 019	1 666 118	100	Sans objet	4 151 137

L'économie palestinienne s'est détériorée depuis les accords d'Oslo, notamment à cause de la compression du nombre de travailleurs frontaliers autorisés par les autorités israéliennes. Ceux-ci étaient 28 100 en 1996, 52 000 en septembre 2000 ; 4 000 à la fin 2000 ; 39 000 à la fin 2001 ; 15 000 en septembre 2002 et 25 000 actuellement.

Bien plus que l'économie israélienne, l'économie palestinienne a toujours vécu sous perfusion étrangère. Depuis la création de l'Autorité palestinienne en 1994 et jusqu'en 2000, celle-ci a reçu en moyenne 500 millions de dollars par an d'aides extérieures diverses. Cette somme représentait environ 1/8^{ème} du PIB de Cisjordanie et Gaza et le tiers des entrées de caisse de l'Autorité. Cette dépendance à l'égard des aides extérieures s'est formidablement accrue depuis. En 2002, les versements des Etats Unis, de l'Europe et des pays arabes s'élèvent à 900 millions de dollars. Les autres subventions extérieures originellement conçues en soutien de l'économie, de l'ordre de 1,2 milliard cette année, n'ont désormais qu'une fonction d'aide sociale.

Pendant les premiers mois de la seconde Intifada, le chômage dans les territoires occupés était resté stable, entre 290 000 et 320 000 personnes. Mais dernièrement il a subi une accélération significative en grimpant à 370 000, correspondant à environ la moitié de la main d'œuvre.

Le taux de pauvreté atteint 60 %. Le PIB par habitant est tombé sous les 800 dollars. Selon la Banque mondiale, l'estimation des pertes pour l'économie palestinienne des seize premiers mois de l'Intifada se monte à 2,4 milliards de dollars. Rien que pour payer les 130 000 fonctionnaires (dont 50 000 agents des forces de l'ordre) de l'Autorité Palestinienne, il faut 60 millions de dollars par mois. Fin 2001, l'AP avait 430 millions de dollars d'arriérés. De plus, ce quasi-Etat doit retourner 50 millions de dollars chaque mois à Israël au titre des taxes sur les produits importés et des contributions des Palestiniens travaillant en Israël.

Par conséquent, l'Autorité palestinienne est de fait en faillite : son budget d'austérité promulgué en mars 2001 nécessite 90 millions de dollars par mois, alors que ses revenus mensuels sont inférieurs à 20 millions de dollars.

Quelques données sur les Palestiniens et les Territoires occupés (Cisjordanie et Gaza).

Dans les années 1990, l'industrie représentait 9 % du PIB des territoires occupés, l'agriculture 14%, la construction 16% et les services publics 12 %. Les 50 % restants venaient du commerce, des transports et des services aux personnes, c'est-à-dire de très petites entreprises. Plus de 95 % de la production industrielle provenait d'ailleurs des petites et moyennes entreprises. Selon le Bureau des statistiques, le PIB a été de 4 milliards de dollars en 2000, inférieur de 580 millions aux prévisions en raison des diverses fermetures de frontière. Les exportations palestiniennes ne peuvent, dans la plupart des pays arabes, entrer sans être taxées, comme aux Etats Unis et en Europe. Les familles dont les revenus sont les plus importants sont en ordre décroissant celles dont le chef travaille dans la fonction publique, dans les entreprises familiales, comme immigré ou frontalier, dans le secteur privé, et enfin ceux qui vivent de l'assistance.

Mortalité infantile en 1997 : Israël 6 pour 1000 naissances ; territoires occupés 15 ; Jordanie 20 ; Egypte 54 ; 64 en moyenne pour l'ensemble des pays dits en développement. L'espérance de vie atteint 73 ans contre 78 en Israël, 72 au Liban, 70 en Jordanie et 66 en Egypte. Quand au nombre d'années de scolarité il est en moyenne de 8,1 de 5,5 en Egypte, de 6,9 en Jordanie. Quelques 89 % des habitants des territoires occupés ont l'électricité et 85% l'eau courante. 90 % environ des Palestiniens sont propriétaires de leur maison ou l'occupent sans payer de loyer. Au premier semestre 2000, le revenu quotidien total des 125 000 travailleurs frontaliers légaux était estimé à 3,4 millions de dollars, soit près de 30 % du PIB des Territoires.

En 1998, la répartition des travailleurs palestiniens était la suivante :

* employés en Israël ou dans les colonies : 21,7 % ;

* secteur public : 16,4 % (à Gaza, le secteur public emploie deux fois plus de salariés qu'en Cisjordanie) ;

* agriculture : 12,1 % (entre 1948 et 1967, la population a doublé tandis que la proportion de ceux qui travaillent la terre a diminué de moitié, passant de 70 à 35 % . Dans les années 80 elle arrivait sous les 10 %) ;

* industrie : 15,9 %.

Les femmes composent moins de 14 % de la main d'œuvre employée.

AUX ORIGINES DE LA SECONDE INTIFADA

Pour la première fois depuis longtemps, la dernière relance de l'affrontement armé entre ces deux peuples et leurs Etats n'a pas été encouragée ou déterminée par l'intrusion d'intérêts impérialistes. Elle tient au contraire pour beaucoup du processus simultané de crise des centres traditionnels d'impulsion de la guerre permanente entre les deux peuples. Il est communément admis que le début de la seconde Intifada coïncide avec l'incursion du 28 septembre 2000 de celui qui n'était alors que le chef de l'opposition de droite, Ariel Sharon, sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-est, troisième lieu saint de l'islam. L'endroit, appelé par les juifs Mont du Temple, est aussi le lieu le plus sacré du judaïsme. Dans la vieille ville, des manifestants palestiniens, munis de pierres, s'opposent alors à des policiers israéliens qui ripostent avec des balles en caoutchouc. Bilan : quatre Palestiniens blessés.

La provocation de l'actuel Premier ministre israélien se voulait en réaction à l'explosion, le 27 septembre, de deux bombes au passage d'un convoi militaire dans la bande de Gaza qui avait fait un mort parmi les soldats. L'envoyé de Clinton, Dennis Ross, n'a pas réussi à convaincre Ehud Barak d'interdire la promenade du boucher des camps palestiniens de Sabra et Chatila (Liban) de 1982. Barak avait justifié son refus d'obtempérer à l'injonction américaine par le fait que la question « relevait de la politique intérieure du pays ».

L'acte de Sharon s'explique par la tentative de mettre définitivement en échec ce qui reste des accords précédents entre les deux Etats israélien et palestinien et de se poser comme le seul

candidat de son parti, le Likoud, contre Netanyahu. Cette opération, à forte charge symbolique, vise à déstabiliser, à quelques encablures des élections législatives, le gouvernement Barak agonisant et à gagner l'appui de l'armée, encore hésitante sur la marche à suivre après le ratage du sommet de Camp David de juillet 2000 sous la houlette du président américain Bill Clinton.

Depuis cette date, les deux parties s'étaient empressées de préparer le conflit actuel, comme l'ont montré les déclarations du ministre palestinien des Communications de l'époque, Imad al-Falouji, qui avait déclaré que son camp avait préparé la nouvelle Intifada dès la mi-2000. Les premiers affrontements ont lieu le 29 septembre sur l'esplanade des Mosquées. Cette fois, la police israélienne ouvre le feu à balles réelles sur des manifestants palestiniens, en tuant sept et en blessant plus de 200.

L'autorité palestinienne appelle aussitôt à une grève générale de protestation en Cisjordanie et à Gaza pour le lendemain, le 30 septembre. Cette grève, massivement suivie, donnera lieu à de violents incidents qui se solderont par une quinzaine de morts palestiniens. La suite est connue : les batailles de rue à coup de jets de pierre tournent vite à l'avantage de l'armée israélienne ; les milliers de policiers dont dispose l'autorité palestinienne sont rapidement balayés ; la phase des attentats aveugles contre la population habitant en Israël débute sans empêcher l'extension et la pérennisation de l'occupation par l'armée israélienne des territoires assignés aux Palestiniens par les accords d'Oslo.

A la fin août, quelques 1 700 Palestiniens avaient perdu la vie dans ce conflit, ainsi qu'environ 450 habitants en Israël, 137 colons israéliens et quelques dizaines de soldats de l'armée israélienne. Selon un macabre calcul constamment actualisé par l'armée israélienne, la première Intifada avait fait 1 162 victimes chez les Palestiniens, contre 174 Israéliens, soit un ratio de 6,7 Palestiniens pour chaque Israélien tué. Dans les six premiers mois de la deuxième Intifada, ce rapport était de 5,1.

Mais depuis le début de la vague d'attentats aveugles en mars 2001, ce ratio a nettement viré à l'« avantage » des partisans de cet ignoble moyen de combat : 1,7 Palestinien décédé pour chaque Israélien assassiné. Cette tactique abjecte s'est vue attribuer une attestation d'efficacité par l'une des plus prestigieuses institutions impérialistes dans le domaine de la doctrine militaire, le londonien Institut international d'études stratégiques (IISS). « *Faciles à organiser et durs à prévenir, les attentats suicide ont été très efficaces pour créer l'incertitude et causer un dommage psychologique parmi la population israélienne, sapant sensiblement son moral* », a indiqué l'Institut dans son rapport 2002-2003 sur l'état des forces dans le monde.

L'IMPASSE SANGLANTE DU NATIONALISME

Chez les Palestiniens

Le caractère indigent du nationalisme palestinien remonte aux débuts du siècle dernier. Pour qu'un nouvel Etat bourgeois souverain puisse naître, il faut que les forces sociales qui portent ce projet rompent avec la division internationale du travail modelée par la domination coloniale ou impérialiste, pour la modifier en fonction de l'émergence d'un réel marché intérieur.

Les rapports de dépendance entretenus jusque là par les classes dominantes autochtones qui se développent dans les interstices de la chaîne coloniale ou impérialiste doivent nécessairement être révisés à l'avantage du pays soumis, sous peine, en cas contraire, de la poursuite dans des conditions seulement superficiellement changées de la domination extérieure.

Il faut, en somme, que le mouvement de libération nationale affronte non seulement la ou les puissances dominantes, mais également ses propres classes supérieures engraisées par les premières. De plus, face à l'impérialisme moderne - dont la suprématie s'exprime essentiellement par des échanges inégaux avec les pays dominés fondés sur une productivité du travail social supérieure -, il est vital pour ces mouvements de représenter un potentiel suffisant de forces productives sociales apte à assurer le processus de développement du marché intérieur.

La libération nationale n'est donc pas principalement une question de force militaire (même si cette dimension n'est guère à écarter) mais plutôt de texture de la formation économique en gestation. Ceci explique pourquoi, en dépit des nombreuses embardées nationalistes dans les pays

enfermés aux dernières places de la hiérarchie mondiale du travail, les luttes de libération nationale ont globalement échoué, même lorsqu'elles ont abouti à la constitution d'Etats juridiquement indépendants.

A ce titre, l'exemple du mouvement national palestinien est éloquent. Après des tentatives toutes ratées de s'émanciper de la domination de l'empire Ottoman terminée avec la chute de ce dernier en 1919-1921, les classes dominantes arabes de Palestine et le mouvement national se sont alliés sans discontinuer au nouveau patron anglais. En échange de cette fidélité sans faille, le Royaume-Uni n'a jamais rien concédé à ses soutiens palestiniens. Pourtant, entre 1921 et 1947, ceux-ci avaient bien épaulé par de nombreuses actions xénophobes et antisémites l'occupant britannique dans sa tentative de juguler l'immigration juive et son combat pour la constitution d'un « *foyer national juif en Palestine* ». Lorsque entre mai 1936 et avril 1937, se produit un soulèvement des Arabes – davantage dirigé contre les Juifs que contre les Anglais - les classes dirigeantes palestiniennes y adhèrent mollement. Les occupants anglais, adeptes du précepte de « *diviser pour régner* », enrôlent alors plusieurs milliers de juifs comme auxiliaires de leur police.

Tout essai d'unification pratique entre travailleurs juifs et palestiniens, comme à la grande raffinerie de pétrole d'Haïfa, en 1946-47, a été combattu par les représentants officiels palestiniens à la solde des Anglais, trouvant, sur ce terrain, des précieux alliés auprès des sionistes de droite et d'extrême droite. L'occasion historique d'un combat commun entre masses palestiniennes et 'sans réserves' juifs fuyants les terribles persécutions dont ils étaient victimes aussi bien en Europe centrale et orientale que dans plusieurs pays arabes, ne sera jamais véritablement saisie, avec les terribles conséquences qui sont sous nos yeux encore aujourd'hui.

Le développement du sionisme politique auprès des masses laborieuses juives du monde entier et la naissance conséquente de l'Etat d'Israël sont les produits directs, d'abord des exactions subies ici et ailleurs par les Juifs et ensuite de la soumission du mouvement palestinien à la puissance anglaise.

Lors de la première bataille en 1948 contre les milices juives, le mouvement palestinien dominé par les cliques de propriétaires terriens et de capitalistes commerciaux arabes inféodés aux Britanniques montra toute sa faiblesse intrinsèque : sa principale force militaire, l'armée d'Abdallah, préférant louvoyer avec les ennemis sionistes en échange de la promesse de ne pas être inquiétée sur son pré carré : la Jordanie.

Définitivement déconsidérées et, surtout, balayées sur le plan économique par la moderne bourgeoisie juive triomphante, les anciennes classes dominantes palestiniennes, à partir des années 1960, cèdent progressivement la place à la génération des camps et de l'exil.

Celle-ci est issue principalement de la petite et moyenne bourgeoisie palestinienne appauvrie, persécutée et systématiquement discriminée par le nouvel Etat sioniste. L'OLP deviendra l'expression politique centrale de ces couches moyennes appauvries, persécutées et déplacées par l'Etat d'Israël.

Incapables de générer un quelconque programme de libération nationale digne de ce nom, ces couches, au travers de l'OLP et des autres composantes du nouveau mouvement national palestinien, visent uniquement à la conquête d'un territoire pour y installer leur police, leur justice, leurs rackets aux dépens des prolétaires palestiniens.

En parfaite continuité avec l'ancien mouvement national palestinien, les nouveaux dirigeants écartent tout projet d'unification avec la classe travailleuse d'origine juive et renouent avec l'antisémitisme d'antan à peine maquillé, privilégiant, en revanche, le travail pour l'URSS et, surtout, pour les différents Etats arabes de la région.

Dès septembre 1970, quand l'OLP d'Arafat lâche les prolétaires palestiniens révoltés d'Irbid au profit du roi Hussein, en passant par 1976 et 1982, chaque fois, l'OLP préféra mendier sa reconnaissance auprès des puissances mondiales plutôt que de se ranger aux côtés des sans réserves en lutte. Et c'est bien en raison de cette politique que l'OLP s'est vue accorder les accords d'Oslo, comprenant l'octroi d'une autonomie croupion. Une dernière marque de bonne volonté et de docilité

lui sera demandée en échange d'un petit territoire où exercer ses talents : renoncer officiellement au retour des réfugiés du Liban, trop remuants.

Malheureusement, comme souvent en pareilles situations, en l'absence d'un fort mouvement prolétarien mondial, les sans réserves de Palestine se sont rangés d'abord aux côtés de la clique de l'OLP et du Hamas (allié inavoué d'Israël d'abord, quand il s'agissait de marquer des points vis-à-vis de l'adversaire politique OLP), de l'Autorité palestinienne installée dans les territoires de Gaza et de le Cisjordanie ensuite. Les espoirs des prolétaires et des paysans pauvres palestiniens ont très rapidement été déçus. L'Autorité s'est aussitôt vautrée dans la corruption, le népotisme et l'arrogance, détournant à son profit exclusif l'argent des nombreuses aides extérieures consenties notamment par les pays arabes, l'Union européenne, les Etats-Unis et même par Israël.

Les quelque 50 000 parvenus - sur trois millions d'habitants des territoires - appartenant aux forces armées de l'Autorité (dont bon nombre d'anciens combattants de la première Intifada) ont été récompensés pour leur œuvre d'encadrement et de répression des masses palestiniennes déshéritées à coups d'opulents repas au beau milieu du gigantesque camp de réfugiés qu'est Gaza, de biens de consommation de luxe (voitures, etc.) et de logements d'une qualité sans commune mesure avec celle des misérables habitations de la grande masse des Palestiniens. Quand certains d'entre eux se sont affrontés avec l'armée d'en face avec une évidente inefficacité lors de la seconde Intifada, le caractère inutile, nuisible et parasitaire de ces miliciens d'Arafat a éclaté au grand jour.

C'est ce dégoût pour leur pseudo Etat, joint à la puissance militaire de l'occupant israélien, qui peut expliquer, au-delà des vengeances personnelles et de l'appât du gain, dans un contexte général de désespoir, le nombre élevé - y compris dans un camp aux fortes traditions de combat comme Jenin - d'informateurs de l'armée d'occupation.

Ainsi, continuer à revendiquer, en évoquant le précepte fourre-tout du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », un Etat pour les Palestiniens, obscurcit le fait que, y compris dans les Territoires soumis à l'Autorité, les intérêts de classe y sont opposés. A quoi sert en effet aux prolétaires palestiniens un Etat incapable de créer les conditions pour que la population puisse survivre plus dignement, qui n'est pas à même d'empêcher les démolitions de maisons par l'armée israélienne, la privation de l'eau et de l'électricité et qui n'assure aucunement la libre circulation de ses citoyens et la possibilité de travailler en Israël ? L'occupation n'explique pas tout. La plus grave responsabilité politique de l'Autorité est de semer l'illusion qu'un Etat palestinien dans le cadre des accords d'Oslo est viable et propice à l'amélioration du sort des masses déshéritées.

Et il n'est guère établi que l'existence d'un ersatz d'Etat constitue un rempart militaire plus solide face à l'agression israélienne. Lors de la première Intifada, quand l'Etat d'Arafat n'existait pas et que donc les frontières étaient mal définies, des grèves massives allant jusqu'à impliquer 60 000 travailleurs palestiniens avaient paralysé la construction et l'agriculture israéliennes.

La production de plusieurs entreprises industrielles civiles avait été également affectée. Durant la première année de l'Intifada, l'économie a perdu 650 millions de dollars en exportations. Ni la lutte armée, ni les compromissions avec les puissances impérialistes peuvent avantageusement remplacer l'arme de la lutte de classe.

Chez les Israéliens

L'Etat israélien présente des caractéristiques contradictoires. D'une part, on a un régime démocratique parlementaire pleinement déployé.

Un député arabe peut s'exprimer en arabe à la Knesset en soutien aux attentats suicide. Les petits partis peuvent faire chuter les gouvernements. La liberté d'expression, y compris des voix dissonantes avec la politique d'épuration ethnique de l'Etat, y est globalement assurée. Quand on fait acte concret de désertion, on risque certes le licenciement et la prison, mais pas (encore ?) la mort ou la torture systématiques.

D'autre part, l'Etat israélien exclut des centres de décision les représentants d'une minorité importante de ces citoyens - les Arabes israéliens et les Druzes - et organise la ségrégation des Palestiniens.

Israël est un Etat démocratique moderne en état de guerre sociale et civile permanente. Il est fondé sur la discrimination raciale et religieuse, en dépit de ses initiales professions de foi de laïcité et de tolérance raciale.

L'état de guerre permanente se traduit par l'accoutumance des classes dirigeantes aux règlements de comptes violents (cf. l'exécution de Rabin en 1995, les coups de feu échangés entre délégués au dernier congrès du Likoud). Pour parvenir à leurs fins, les différentes fractions des classes dominantes ne rechignent jamais aux coups de main extra-institutionnels, à l'image de la « promenade » de Sharon à la Mosquée de Jérusalem qui a été à l'origine de la deuxième Intifada.

Le fonctionnement « normal » de la démocratie bourgeoise moderne est enfin entravé par certaines bases sociales et politiques de l'Etat israélien, les religieux et les colons. On compte environ 221 000 étudiants de la Torah. Avec leurs familles nombreuses (la fécondité des religieux est égale à celle des Palestiniens pauvres, 7 enfants par foyer), le « monde » des écoles en religion représente près d'un million d'Israéliens. Si ceux-ci constituent un pilier idéologique et social fort de la discrimination raciale et religieuse à l'encontre des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur, il n'en demeure pas moins que leur coût d'entretien est extrêmement élevé, étant donné que la majorité d'entre eux refuse à la fois de travailler et d'intégrer l'armée.

Les quelques 380 000 colons (207 000 en Cisjordanie ; 7 000 à Gaza ; le reste à Jérusalem Est) sont à plusieurs égards dans la même situation. Leur rôle irremplaçable de contrôle social et militaire des Territoires occupés n'est plus à démontrer, véritable épine dans le pied des Palestiniens et facteur permanent de conflit entre les deux populations, ils occupent 42 % de la Cisjordanie. Cependant, ils représentent un obstacle majeur à l'établissement d'une étanchéité suffisante des frontières entre les Territoires et Israël et leur défense constitue un poste de premier ordre dans les dépenses militaires de l'Etat. Le phénomène de la colonisation est enfin de plus en plus difficile à gérer car, surtout autour de Jérusalem, les nouveaux colons sont peu enclins à assurer leurs tâches répressives mais se cramponnent aux avantages liés à leur condition (1000 à 2000 dollars de subvention de par an l'Etat par colon, aides au logement, services publics moins chers, programmes d'insertion au travail, etc.). Un sondage du groupe pacifiste israélien 'La paix maintenant' indique que seulement 6 % des colons refuseraient de quitter leurs implantations, 2 % étant prêts à utiliser la force. Par contre 59 % des sondés considèrent que des compensations financières sont la meilleure solution.

Dans l'avenir, pour les classes dominantes d'Israël, la résolution de ces questions va à coup sûr être bien plus ardue que celle – désormais essentiellement militaire et diplomatique – des Territoires sous administration de l'Autorité palestinienne. Il est évident que le poids des religieux et des colons sur l'économie, l'armée (aujourd'hui, près de la moitié des officiers intermédiaires sont des pratiquants), la vie politique et l'idéologie dominante israélienne n'est pas comparable à celui des Palestiniens.

Ainsi, les gouvernants d'Israël – en grande partie issus et expression eux-mêmes de la guerre sociale et civile sans fin avec les Palestiniens - oscillent sans cesse. Le choix de « régler pacifiquement la question palestinienne » qui ébranlerait aussitôt les piliers sociaux et politiques de l'Etat ainsi que la formation économique du pays est constamment entravé par la volonté de garder la situation à l'identique. Les graves risques de déstabilisation des fondations d'Israël combinés à une restructuration en profondeur de la société civile du pays constituent aujourd'hui le principal obstacle à une issue négociée du dernier conflit avec l'Autorité palestinienne.

Les attentats suicides, les revendications du retour des exilés et d'un bout de Jérusalem par l'OLP revêtent, dans ce contexte, la fonction de prétextes – certes non négligeables - pour le maintien de la situation. Ils n'en sont aucunement la cause.

Face aux conséquences de la crise, la combativité d'une fraction significative de la classe ouvrière israélienne (140 000 employés d'Etat et municipaux en grève pour les salaires depuis mi-octobre), et ce malgré la formidable pression à l'unité nationale produite par les massacres terroristes anti-prolétariens en Israël, ajoute un important facteur de complication pour la bourgeoisie israélienne. Malheureusement pour la cause prolétarienne, les ouvriers palestiniens ne peuvent plus apporter directement leur pierre à l'édifice de la lutte de classe en Israël car ils sont en grande

majorité déjà sans travail et soumis à la ségrégation dans les Territoires. Ségrégation renforcée par l'édification d'un mur étanche de séparation entre les Territoires et Israël.

LES TRAVAILLEURS PRIS EN TENAILLE ENTRE DEUX TERREURS

D'emblée, nous réitérons notre opposition déterminée à toute solution bourgeoise de la guerre sociale et civile en Palestine qui comprendrait la formation d'un Etat binational (issue hautement improbable étant donnée la profondeur des divisions entre les deux peuples) ou de deux Etats (épilogue le plus probable). Néanmoins, en l'absence de l'émergence d'une force prolétarienne unifiée, il ne faut pas cacher que la fin des hostilités pourrait aider à l'éclosion, dans un deuxième temps, d'une lutte de classe plus décidée dans les deux camps.

Dans ce sens, l'arrêt des combats dans leurs formes, leur organisation et leurs objectifs actuels pourrait être considéré comme un élément objectif favorable pour la cause prolétarienne. C'est pour cette raison que les révolutionnaires se doivent de soutenir toute désertion et tentative défaitiste dans les deux camps, sans pour autant occulter la nécessaire critique des illusions pacifistes et démocratiques qu'elles engendrent inévitablement.

La résistance à l'occupation et à la ségrégation israéliennes représente, dans l'immédiat, le second élément d'une politique prolétarienne dans la région. Cependant, cette résistance ne doit pas être menée comme elle l'a été jusqu'ici. Elle doit coordonner les efforts contre la guerre des opposants israéliens, des Arabes israéliens et des Palestiniens des camps sur des revendications et des modes de combat le plus possible partagés par l'ensemble des composantes. Les attentats terroristes aveugles forment aujourd'hui le principal obstacle à l'extension du front de lutte à l'ensemble du pays. La répression de toute opposition à la guerre en Israël est évidemment davantage légitimée par ces horribles attaques anti-prolétariennes.

Mais tout cela relève des soins palliatifs, si les prolétaires des deux camps ne retrouvent pas ensemble la voie de la guerre de classe. C'est seulement lorsque les exploités palestiniens auront balayé les nationalistes et les religieux de tout poil qui agissent au nom de leurs classes dominantes et leurs frères de classe israéliens auront fait de même que la guerre, les discriminations et l'exploitation feront des grands pas en arrière. Une telle hypothèse, pour l'heure, résonne comme un vœu pieux. Pourtant, elle constitue la seule issue réaliste à l'affrontement sans fin entre les deux peuples, dont la finalité n'est autre que le maintien au pouvoir des classes dominantes respectives.

Aussi, si l'on se tourne vers le passé, des tentatives d'unification politique des prolétaires des deux camps n'ont pas manqué. Dans les années '70, les Panthères Noires (mouvement de jeunes juifs d'origine sépharade) s'opposaient à l'Etat israélien en tendant la main à leurs frères palestiniens. En 1982, plus de 300 000 pacifistes israéliens n'ont pas hésité à manifester leur colère contre les massacres de Sabra et Chatila perpétrés par les Phalanges chrétiennes encadrées par Sharon. Encore cette année, plusieurs centaines de soldats et d'officiers de réserve israéliens ont déserté en se refusant à mener des opérations de « *pacification* » contre les civils palestiniens. En dehors de ces développements, il n'y aura pour les exploités de la région, quels qu'ils soient, que du sang et de la mitraille.

Bruxelles, Paris, le 9 novembre 2002.

Pour toute correspondance : écrire, sans autre mention, à B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.